

sud-africaines. Divers particuliers et organisations, qui s'intéressent à l'Afrique du Sud et la connaissent bien, ont fourni des détails supplémentaires. Des voyages effectués en Afrique du Sud, à Londres et aux États-Unis ont permis de recueillir des renseignements de base précieux. L'Administrateur a encore une fois consulté les responsables des Codes américain, australien et britannique, ainsi que le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et le Centre des Nations Unies sur la lutte contre l'apartheid, à New York, le Secrétariat du Commonwealth à Londres et le Investor Responsibility Research Centre à Washington (D.C.). Il a procédé à des échanges de vues avec les fonctionnaires du gouvernement sud-africain à Ottawa et à Pretoria. En Afrique du Sud, il a eu des entretiens auxquels ont également participé des représentants des syndicats, des employeurs, des associations commerciales et industrielles, des chambres de commerce, de l'Église, des pouvoirs juridiques, des universités, des partis politiques, ainsi que de nombreux autres groupes et particuliers.

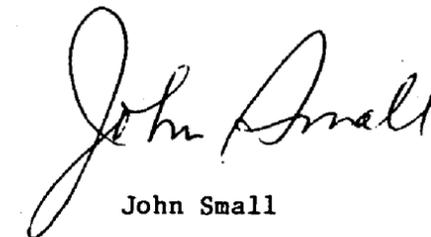
Le chapitre consacré au contexte de la situation a été étoffé cette année à cause des changements qui se produisent actuellement en Afrique du Sud. La situation y est aujourd'hui à la fois meilleure et pire qu'elle ne l'était, ces dernières années. L'Administrateur s'est donc efforcé de présenter les éléments importants de la situation économique et politique qui ont contribué aux conditions difficiles dans lesquelles les entreprises industrielles et commerciales sont obligées de fonctionner en Afrique du Sud, et qui continuent à le faire.

C'est la première fois, depuis qu'il a entrepris cette tâche, il y a quatre ans, que l'Administrateur a le plaisir de pouvoir déclarer que les Africains de toute race et occupation lui ont dit qu'ils croyaient vraiment qu'une réforme était en cours et qu'à terme, l'apartheid disparaîtrait. Ces perspectives ne sourient cependant pas à tous les Sud-Africains et le processus engagé est menacé à la fois par les membres de l'extrême gauche et de l'extrême droite politique. Les espoirs et les attentes qu'ont fait naître ces changements ont déjà créé des difficultés nouvelles et contribuent aux violences et aux troubles qui s'étendent et gagnent en intensité. La gravité et la persistance de ces problèmes dépendront des progrès réalisés au cours des entretiens préliminaires et des négociations sur les questions de fond qui n'ont d'ailleurs pas encore eu lieu entre le gouvernement de l'Afrique du Sud et les leaders non blancs.

Je suis encore une fois profondément reconnaissant à tous ceux que j'ai consultés de ne s'être montrés avarés ni de temps ni de renseignements; aux sociétés canadiennes et à leurs affiliées sud-africaines, pour la spontanéité de leur coopération; et au ministère des Affaires extérieures à Ottawa ainsi qu'à l'Ambassade du Canada en Afrique du Sud pour leur utile soutien logistique.

Tout en leur étant reconnaissant de ce qu'ils ont apporté à ma compréhension de l'Afrique du Sud et à la matière de ce rapport, je revendique entièrement la responsabilité de son contenu.

L'Administrateur du Code



John Small

Ottawa  
Le 31 mai 1990